

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1981 portant restructuration de l'enseignement fondamental de l'Etat à Saint-Trond;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire;

Considérant que la demande de restructuration de l'enseignement fondamental de l'Etat à Saint-Trond émane du centre d'enseignement de l'école fondamentale de l'Etat « Nieuw Sint-Truiden » et de l'école fondamentale de l'Etat « Sint-Truiden (Centrum) »;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>e</sup>.** A l'article 1er de l'arrêté royal du 10 décembre 1981 portant restructuration de l'enseignement fondamental de l'Etat à Saint-Trond, le deuxième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« La structure de l'école fondamentale de l'Etat « Nieuw Sint-Truiden » est fixée comme suit :

- 1<sup>o</sup> « Tuinwijk » : enseignement maternel et primaire;
- 2<sup>o</sup> « Guvelingen » : enseignement maternel et primaire; ».

**Art. 2. § 1<sup>e</sup>.** A l'art. 2, deuxième alinéa, du même arrêté royal, les termes « b) « Diesterstraat » : enseignement primaire » sont supprimés.

§ 2. A l'art. 2 du même arrêté royal, le deuxième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« La structure de l'école fondamentale de l'Etat Sint-Truiden (Centrum) est fixée comme suit :

- 1<sup>o</sup> « Zoutstraat » : enseignement maternel et primaire;
- 2<sup>o</sup> « Schuurhoven » : enseignement maternel et primaire;
- 3<sup>o</sup> « Sint-Pieter » : enseignement maternel et primaire;
- 4<sup>o</sup> « Brustum » : enseignement maternel et primaire; ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1985, à l'exception de l'art. 2, § 1<sup>e</sup>, qui produit ses effets à partir du 1er septembre 1981.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 11 août 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

#### MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F 87 — 359

**3 FEVRIER 1987.** — Arrêté royal créant et organisant « le concours des Quatre Saisons », projet élaboré en Région bruxelloise dans le cadre de l'année européenne de l'environnement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 67 de la Constitution;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu la loi du 26 juin 1985 contenant le budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1985;

Vu la loi du 31 décembre 1986 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1987 et destinés à assurer le fonctionnement des services publics durant les mois de janvier, février et mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1982 organisant les délégations de compétences aux membres de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1985 fixant la composition de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1985 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région bruxelloise;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1981 houdende herstructureren van het Rijksbasisonderwijs te Sint-Truiden;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs;

Overwegende dat het verzoek tot herstructureren van het Rijksbasisonderwijs te Sint-Truiden is uitgegaan van de scholengemeenschap van de Rijksbasisschool Nieuw Sint-Truiden en van de Rijksbasisschool Sint-Truiden (Centrum);

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 december 1981 houdende herstructureren van het rijksbasisonderwijs te Sint-Truiden, wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« De structuur van de Rijksbasisschool Nieuw Sint-Truiden wordt vastgesteld als volgt :

- 1<sup>o</sup> Tuinwijk : kleuter- en lager onderwijs;
- 2<sup>o</sup> Guvelingen : kleuter- en lager onderwijs; ».

**Art. 2. § 1.** In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « b) Diesterstraat : lager onderwijs » geschrapt.

§ 2. In artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« De structuur van de Rijksbasisschool Sint-Truiden (Centrum) wordt vastgesteld als volgt :

- 1<sup>o</sup> Zoutstraat : kleuter- en lager onderwijs;
- 2<sup>o</sup> Schuurhoven : kleuter- en lager onderwijs;
- 3<sup>o</sup> Sint-Pieter : kleuter- en lager onderwijs;
- 4<sup>o</sup> Brustum : kleuter- en lager onderwijs; ».

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1985, met uitzondering van artikel 2, § 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1981.

**Art. 4.** Onze Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 11 augustus 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

#### MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 87 — 359

**3 FEBRUARI 1987.** — Koninklijk besluit houdende oprichting en organisatie, voor wat het Brusselse Gewest betreft, van de « Vier Seizoenenwedstrijd », project eigen aan het Europees jaar voor het leefmilieu

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de wet van 26 juni 1985 houdende de begroting van het Ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1985;

Gelet op de wet van 31 december 1986 waarbij voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begrotingen voor het begrotingsjaar 1987 en die bestemd zijn om tijdens de maanden januari, februari en maart 1987 de werking van de openbare diensten te waarborgen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1982 houdende organisatie van de delegaties van de bevoegdheden aan de leden van de Executieve van het Brusselse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1985 houdende samenstelling van de Executieve van het Brusselse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1985 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Brusselse Gewest;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Vu que le lancement officiel de l'Année européenne de l'environnement est prévu en mars 1987 et que les participants doivent être informés à temps des formalités à remplir;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 5 janvier 1987;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 26 janvier 1987;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise, donné le 26 janvier 1987;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** § 1er. Il est créé à la Région bruxelloise un « Concours des Quatre Saisons » dont le subside s'élève à maximum deux cent mille (F 200 000) par projet.

§ 2. Le « Concours des Quatre Saisons » débute le 20 mars 1987 et prend fin le 20 mars 1988.

Art. 2. § 1er. Les projets entrant en ligne de compte pour un subside de la Région bruxelloise doivent :

— être réalisés par une administration communale avec la collaboration d'un groupe d'habitants;

— ou bien être réalisés exclusivement par un groupe d'habitants après avoir été introduits par la commune.

§ 2. Pour les cas repris dans le § 1er, il doit être fait usage du formulaire de participation qui est fourni, sur demande, par le Cabinet du Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'Environnement dans ses attributions.

§ 3. Les projets introduits auprès de la commune sont transmis par celle-ci au Cabinet du Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'Environnement dans ses attributions.

§ 4. Au maximum dix projets peuvent être retenus par saison.

Art. 3. § 1er. Le secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'Environnement dans ses attributions, constitue une commission d'experts qui sélectionne les projets sur base des critères de recevabilité énumérés à l'article 13.

§ 2. La commission d'experts est composée de :

— un représentant du Ministre de la Région bruxelloise;

— deux représentants du secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'Environnement dans ses attributions;

— un représentant du secrétaire d'Etat compétent en matière d'aménagement;

— un membre du rôle linguistique néerlandophone de la Fondation Roi Baudouin ou son représentant;

— un membre du rôle linguistique francophone de la Fondation Roi Baudouin ou son représentant;

— le fonctionnaire dirigeant de l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région bruxelloise ou son représentant;

— le fonctionnaire dirigeant de l'Administration de l'Aménagement du Territoire du Ministère de la Région bruxelloise ou son représentant;

— quatre personnes dont deux appartiennent au rôle linguistique néerlandophone et deux au rôle francophone, désignées par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'Environnement dans ses attributions, et choisies sur base de leur compétence scientifique particulière dans le domaine de l'environnement et/ou de l'aménagement du territoire;

— un secrétaire désigné par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'Environnement dans ses attributions.

Art. 4. § 1er. La présidence de la commission d'experts est assurée par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'Environnement dans ses attributions.

§ 2. En cas d'absence du Secrétaire d'Etat, comme précisé dans le § 1er, la présidence est assurée par un représentant désigné par lui.

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het feit dat het Europees jaar voor het leefmilieu van start gaat in maart 1987 en dat de deelnemers tijdig in kennis dienen te worden gesteld van de te vervullen formaliteiten;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 januari 1987;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 26 januari 1987;

Gelet op het advies van de Executieve van het Brusselse Gewest, gegeven op 26 januari 1987;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1. § 1.** Er wordt voor het Brusselse Gewest een « Vier Seizoenenwedstrijd » ingericht waarvan de betoelaging maximum tweehonderdduizend (F 200 000) per project bedraagt.

§ 2. De « Vier Seizoenenwedstrijd » start op 20 maart 1987 en eindigt op 20 maart 1988.

Art. 2. § 1. De projecten die voor een betoelaging van het Brusselse Gewest in aanmerking komen dienen :

— ofwel met de medewerking van een bewonersgroep door het gemeentebestuur te worden gerealiseerd;

— ofwel uitsluitend door een bewonersgroep te worden gerealiseerd, nadat ze via de gemeente werden ingediend.

§ 2. Voor de in § 1 vermelde gevallen dient er gebruik te worden gemaakt van het deelnemingsformulier dat op verzoek ter beschikking wordt gesteld door het Kabinet van de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, onder wiens bevoegdheid het Leefmilieu ressorteert.

§ 3. De bij de gemeente ingediende projecten worden via de gemeente doorgestuurd naar het Kabinet van de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, onder wiens bevoegdheid het Leefmilieu ressorteert.

§ 4. Per seizoen kunnen maximum tien projecten worden weerhouden.

Art. 3. § 1. De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, onder wiens bevoegdheid het Leefmilieu ressorteert, stelt een stuurgroep samen die de projecten op basis van de in artikel 13 opgesomde onafhankelijkheidscriteria selecteert.

§ 2. De stuurgroep is samengesteld uit :

— één vertegenwoordiger van de Minister van het Brusselse Gewest;

— twee vertegenwoordigers van de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, onder wiens bevoegdheid het Leefmilieu ressorteert;

— één vertegenwoordiger van de Staatssecretaris die de ruimtelijke ordening onder zijn bevoegdheid heeft;

— één lid van de Nederlandse taalrol van de Koning Boudewijnstichting, of zijn afgevaardigde;

— één lid van de Franse taalrol van de Koning Boudewijnstichting, of zijn afgevaardigde;

— de leidende ambtenaar van de Administratie van Natuurlijke Hulpbronnen en van het Leefmilieu van het Ministerie van het Brusselse Gewest, of zijn afgevaardigde;

— de leidende ambtenaar van de Administratie voor Ruimtelijke Ordening van het Ministerie van het Brusselse Gewest, of zijn afgevaardigde;

— vier personen, waarvan twee behoren tot de Nederlandse taalrol en twee tot de Franse taalrol aangeduid door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, onder wiens bevoegdheid het Leefmilieu ressorteert, en dit op basis van hun bijzondere wetenschappelijke bevoegdheid inzake Leefmilieu en/of Ruimtelijke Ordening;

— één secretaris welke wordt aangeduid door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, onder wiens bevoegdheid het Leefmilieu ressorteert.

Art. 4. § 1. Het voorzitterschap van de stuurgroep wordt waargenomen door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, onder wiens bevoegdheid het Leefmilieu ressorteert.

§ 2. Bij ontstentenis van de Staatssecretaris, zoals bedoeld in § 1, wordt het voorzitterschap waargenomen door een door hem aangewezen vertegenwoordiger.

**Art. 5.** Le secrétariat de la commission d'experts est assurée par un secrétaire comme prévu dans l'article 3, § 2. Il est situé au Cabinet du Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'Environnement dans ses attributions.

**Art. 6.** Afin de pouvoir opérer une sélection valable, la majorité des membres de la commission d'experts doit être présente.

**Art. 7.** La manière de sélectionner est définie, à l'unanimité, au cours de la première réunion de la commission d'experts.

**Art. 8.** Les délibérations et les travaux de la commission d'experts ne seront pas rendus publics, à moins que le président ne le permette à la suite d'une demande motivée introduite par la majorité des membres.

**Art. 9.** La commission d'experts se réunit aussi souvent que les travaux qui relèvent de sa compétence l'exigent.

**Art. 10.** Les convocations pour la réunion de la commission d'experts sont envoyées une semaine avant la réunion.

**Art. 11. § 1er.** La commission d'experts fera rapport deux fois par mois de l'évolution des résultats en ce qui concerne les projets qu'elle a approuvés. Ce rapport doit être présenté au président, comme prévu à l'article 4.

§ 2. Afin de donner la possibilité à la commission d'experts de rédiger son rapport, les communes et/ou les groupes d'habitants doivent fournir à la commission d'experts toutes les données nécessaires en ce qui concerne les travaux déjà réalisés et les frais engagés.

§ 3. Les fonctionnaires désignés par le fonctionnaire dirigeant de l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement (Ministère de la Région bruxelloise) contrôleront les résultats des projets retenus et adresseront un rapport à la commission d'experts.

**Art. 12.** Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal en question, la commission d'experts doit établir un règlement d'ordre intérieur relatif au fonctionnement et la manière de délibérer.

**Art. 13.** Les critères de recevabilité des projets sont :

- les projets doivent répondre aux dispositions prévues à l'article 2 du présent arrêté;

- les projets doivent, par leur originalité, contribuer à l'embellissement des abords immédiats des endroits où ils sont réalisés et/ou contribuer à l'amélioration de l'environnement;

- les projets ne peuvent pas, dans leur totalité, faire l'objet d'une autre forme de subside;

- la fiche technique, qui doit être transmise avec le formulaire de participation aux autorités et/ou aux personnes mentionnées à l'article 2, doit être remplie par le responsable du projet.

**Art. 14. § 1er.** Les frais réels, sur base de factures de chaque projet sélectionné, seront financés par le Ministère de la Région bruxelloise.

§ 2. Les factures doivent parvenir, au plus tard endéans les trente jours ouvrables à partir de la réalisation définitive du projet, au Ministère de la Région bruxelloise, à l'attention du fonctionnaire dirigeant de l'Administration des Ressources naturelles et de l'Environnement, rue de la Loi 155, 8e étage, 1040 Bruxelles.

§ 3. Les dépenses en question sont à charge de l'article 1232, section 41, Titre Ier du budget du Ministère de la Région bruxelloise.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 février 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. BASCOUR

**Art. 5.** Het secretariaat van de stuurgroep wordt waargenomen door een secretaris, zoals bedoeld in artikel 3, § 2. Het is gehuisvest oop het Kabinet van de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, onder wiens bevoegheid het Leefmilieu ressorteert.

**Art. 6.** Om geldig te kunnen selecteren moet de meerderheid der leden van de stuurgroep aanwezig zijn.

**Art. 7.** De wijze van selectie wordt bij unanimiteit bepaald op de eerste zittingsvergadering van de stuurgroep.

**Art. 8.** De beraadslagingen en werkzaamheden van de stuurgroep zullen niet openbaar worden gemaakt tenzij de voorzitter dit toestaat na gemotiveerde aanvraag van de meederheid der leden.

**Art. 9.** De stuurgroep vergadert zo dikwijls als de zaken die tot haar bevoegdheid behoren, het vereisen.

**Art. 10.** De oproepingen voor de vergadering van de stuurgroep worden één week voor de vergadering verstuurd.

**Art. 11. § 1.** De stuurgroep zal tweemaandelijks verslag uitbrengen over de evolutie inzake uitwerking van de door haar goedgekeurde projecten. Dit verslag dient te worden voorgelegd aan de voorzitter, zoals bedoeld in artikel 4.

§ 2. Teneinde de stuurgroep de mogelijkheid te geven haar tweemaandelijks verslag op te maken, dienen de gemeente en/of bewonersgroep, de stuurgroep de nodige gegevens te verstrekken nopens de reeds uitgevoerde werken en gedane onkosten.

§ 3. De door de leidende ambtenaar van de Administratie van Natuurlijke Hulpbronnen en van het Leefmilieu aangewezen ambtenaren (Ministerie van het Brusselse Gewest) zullen toezicht uitoefenen op de realisatie van de bekroonde projecten, waarvan verslag wordt overgemaakt aan de stuurgroep.

**Art. 12.** Onverminderd de bepalingen van onderhavig koninklijk besluit dient, wat betreft de werking en de wijze van beraadslaging, de stuurgroep een huishoudelijk reglement op te stellen.

**Art. 13.** De ontvankelijkheidsriteria van de projecten zijn :

- de projecten dienen te beantwoorden aan de beschikkingen voorzien bij artikel 2 van onderhavig besluit;

- de projecten dienen doorheen hun originaliteit een bijdrage te leveren tot de verfraaiing van de onmiddellijke omgeving waar ze worden gerealiseerd en/of bij te dragen tot de verbetering van het Leefmilieu;

- de projecten mogen in hun geheel niet het onderwerp uitmaken van een andere vorm van subsidie;

- de technische fiche, welke samen met het deelnemingsformulier wordt overgemaakt aan de in artikel 2 vermelde overheden en/of personen, moet door de projectverantwoordelijke worden ingevuld.

**Art. 14. § 1.** Voor elk geselecteerd project zullen door het Ministerie van het Brusselse Gewest de reële kosten op basis van facturen gefinancierd worden.

§ 2. De facturen dienen uiterlijk binnen de termijn van 30 werkdagen, te rekenen vanaf de definitieve realisatie van het project, toe te komen op het Ministerie van het Brusselse Gewest, ten attentie van de leidende ambtenaar van de Administratie van Natuurlijke Hulpbronnen en van het Leefmilieu, Wetstraat 155, 8e verdieping, 1040 Brussel.

§ 3. Bedoelde uitgaven komen ten laste van artikel 1232, sectie 41, Titel I van de begroting van het Ministerie van het Brusselse Gewest.

**Art. 15.** Onderhavig besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 16.** Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 februari 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

J. BASCOUR